

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 41.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 9 OCTOBRE 1879

## AVIS IMPORTANTS

*L'Opinion Publique* est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

## SOMMAIRE

Les événements de 1838, par L.-O. David.—L'Angleterre, par A. Gélinas.—Chronique américaine, par Anthony Ralph.—Les effets du nouveau tarif, par A. Gélinas.—Çà et là.—Nos gravures.—M. Bibaud et la langue française, par Jules Airvaux.—Le lieutenant-gouverneur à Ste-Thérèse.—Nouvelles étrangères.—La muette qui parle, par F. du Boisgobey (suite).—Le roi Jérôme, père du prince Napoléon.—La jeunesse Canadienne-française et l'impératrice Eugénie.—Variétés.—Choses et autres.—Le jeu de dames.—Les échecs.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : La guerre du Cap : L'artillerie harcelant les Zoulous ; Ottawa : Ouverture de l'exposition ; La bâtisse du bureau de poste et de la douane ; La première exposition de la Puissance ; Montréal : Essai du nouveau canon Gilbert sur l'île Sainte-Hélène.

## NOTRE PRIME

Notre magnifique prime est maintenant prête à être livrée à ceux qui y ont droit. C'est une grande et belle gravure représentant le bonheur domestique, ou Monsieur, Madame et Bébé, comme disait Gustave Droz; sujet simple et vieux, mais toujours beau, surtout lorsqu'il inspire un véritable artiste.

C'est un tableau où le bonheur domestique apparaît sous des couleurs si charmantes, qu'il va opérer une véritable révolution parmi les malheureux qui n'ont pas eu le courage encore de contracter mariage. Les vieux garçons ne pourront pas le contempler sans prendre la résolution de laisser les froides régions du célibat où ils cherchent vainement le bonheur.

Que de gens, de filles surtout, intéressés à répandre cette gravure en augmentant le nombre de nos abonnés ! Vraiment, on devrait s'associer, s'organiser comme pour la colonisation ou la propagation de la foi, afin de faire pénétrer partout notre journal avec sa prime salutaire. Nos abonnés, dans tous les cas, s'empresseront de payer ce qu'ils doivent dans le but de satisfaire à un devoir et d'obtenir une si belle gravure, dont la vue domptera les maris les plus fougueux et calmera les femmes les plus acariâtres.

Auront droit à cette prime tous les abonnés actuels dont l'abonnement sera payé jusqu'au 1er janvier 1880, et les nouveaux abonnés qui paieront six mois d'avance.

## LES ÉVÉNEMENTS DE 1838

Robert Nelson arriva à Napierville, le 3 novembre, vers neuf heures du matin. Il était accompagné de Touvrey et de Hindelang, deux officiers français qu'on avait décidés à prendre part au mouvement. Leur arrivée fut saluée avec enthousiasme par les patriotes réunis à Napierville. Le docteur Côte étant allé à leur rencontre, les présenta à la foule dans des termes éloquentes. Il dit, s'adressant aux patriotes : "Messieurs, je vous présente l'homme que nous attendions avec tant d'impatience et de confiance, Robert Nelson, le chef des patriotes et le président de la future république canadienne. Voilà notre chef, messieurs; il est venu au milieu de nous, comme il l'avait promis; il vient se mettre à notre tête pour arracher le pays à la tyrannie et conquérir l'indépendance du Canada. Je vous présente aussi ses deux compagnons, deux nobles et vaillants officiers français qui seront vos généraux et vous conduiront à la victoire."

Le Dr Nelson répondit : "Mes amis, je n'ai qu'un mot à vous dire : merci de votre accueil. J'espère que je saurai mériter votre confiance; la tâche que nous entreprenons est difficile, mais elle n'en sera que plus glorieuse. L'année dernière, vous avez été écrasés parce que vous n'aviez pas d'armes, mais cette année nous triompherons parce que nous aurons ce qu'il nous faut : de l'argent, des hommes et des fusils. Courage, mes amis, et soyez convaincus qu'avant longtemps nous aurons délivré notre pays de la tyrannie et conquis la liberté." Ces paroles furent accueillies par des hurrahs enthousiastes.

Il y avait alors à Napierville cinq ou six cents patriotes, mais il en vint toute la journée et les jours suivants, et il y en eut jusqu'à deux ou trois mille.

Il fallait loger, nourrir, armer et discipliner ces hommes.

On les distribua comme on put dans les maisons du village, au presbytère, dans les magasins, les auberges et surtout chez les bureaucrates anglais, qui furent obligés de déguerpir. Pour les nourrir, on faisait des réquisitions de pain et de viande dans le village et la paroisse et on payait les gens avec des bons signés par C. Huot, au nom du gouvernement provisoire. Il existe encore de ces bons, mais ceux qui les possèdent aiment mieux, malgré tout, les billets de la banque Jacques-Cartier.

Côte était le général en chef, mais c'est Hindelang qui, en qualité de brigadier-général, fut chargé de l'organisation militaire. Il forma des compagnies de 50 hommes et cinq divisions, composées, chacune, de neuf compagnies. Parmi ceux qui le secondaient avec le plus de zèle et d'efficacité, on remarquait les capitaines Frs. Trépanier, Narbonne, Nicholas, Antoine Coupal dit Larseine, Joseph Marceau dit Petit-Jacques, Théodore Béchard, Pierre-Théophile Decoigne, Achille Morin, Joseph-Jacques Hébert et plusieurs autres.

Cette organisation faite à la hâte, ces généraux, ces officiers et ces soldats improvisés du matin au soir, offraient, il faut l'avouer, peu de garanties. Si encore on avait eu des armes ! Hélas ! comme en 1837, on avait compté sur les Américains

pour en avoir, ainsi que de l'argent, des fusils et des hommes. Lorsque, lundi, le 5 novembre, Nelson fit la revue de ses soldats, sur deux mille, il y en avait deux à trois cents qui avaient des fusils, et encore, quels fusils ! Les autres étaient armés de piques, de fourches et de bâtons pointus. C'était 1837 qui recommençait.

Un certain nombre de citoyens américains avaient promis de l'argent et des armes, mais une proclamation du président des États-Unis et l'intervention énergique des autorités militaires refroidirent leur zèle et les empêchèrent de tenir leurs promesses.

L'affaire de Lacolle acheva de les décourager.

Ils avaient réussi à mettre 250 fusils, un canon et des munitions à bord d'un schooner qui, descendant le lac Champlain, avait jeté l'ancre vis-à-vis de Rouse's-Point, le cinq novembre au soir. Mais les volontaires d'Odelltown, s'organisant à la hâte, étaient allés prendre possession du moulin de Lacolle, de manière à empêcher toutes communications entre Rouse's-Point et Napierville et à intercepter les convois d'armes et de munitions destinés aux patriotes. Côte, Lucien Gagnon et les capitaines Grégoire et Morin, étaient partis aussitôt de Napierville, à la tête d'une centaine d'hommes, pour déloger les volontaires. Le sept, vers neuf heures du matin, ils tombaient sur les volontaires qui occupaient une forte position. Les loyaux n'auraient pas résisté longtemps, si, pendant le combat, un corps considérable de miliciens de Hemmingford n'était venu à leur secours. Les patriotes, attaqués de tous les côtés, virent avec désespoir que la lutte était inutile et retraitèrent vers la frontière américaine. Ils eurent un dizaine d'hommes tués, entre autres, le brave capitaine Grégoire.

Cet échec, qui coupait les communications de Nelson avec les États-Unis et lui enlevait la dernière espérance qu'il avait de recevoir des secours—des armes surtout—était désastreux.

Nelson apprenait en même temps que Colborne marchait sur Napierville à la tête d'un corps de troupes considérable. Il n'y avait pas à hésiter, il fallait reprendre la position perdue, risquer le sort de l'insurrection dans un combat décisif. Il ne restait plus à Napierville que sept à huit cents hommes dont la moitié avaient de mauvais fusils, et le reste, des piques et des bâtons faits en forme de lances. Le neuf au matin, Nelson partit à la tête de ces pauvres et braves gens, et les dirigea du côté d'Odelltown.

L.-O. DAVID.

## L'ANGLETERRE

Les nouvelles d'Angleterre sont de plus en plus défavorables. Elles indiquent un des plus graves accès de maladie sociale que le royaume-uni ait subis. Cette crise est causée par l'état de l'industrie et surtout de l'agriculture, qui n'a jamais été plus désespérée à aucune époque, même à l'époque du blocus continental de Napoléon Ier. C'est là la cause immédiate du malaise. La cause fondamentale, première, se trouve dans le système politique et civil de la Grande-Bretagne, et dans sa conformation territoriale.

Les conditions d'existence du peuple

anglais sont particulières; elles ne ressemblent pas à celles des autres peuples. L'Angleterre vit surtout de commerce et d'industrie. Le sol des îles britanniques ne peut nourrir plus de la moitié de ses habitants. L'autre moitié est sustentée par l'étranger. Le marché anglais dépend de l'étranger pour son alimentation, et il faut que les Anglais manufacturent ou trafiquent pour ce qu'ils ne peuvent produire, qu'ils tirent de l'industrie et du commerce ce qu'ils ne peuvent tirer de l'agriculture. Lorsque viennent les revers industriels, l'équilibre est rompu.

La Grande-Bretagne n'est pas comme sa voisine la France, qui se suffit à elle-même; dont le sol fécond fournit plus que ne requièrent les besoins de ses enfants; dont l'existence ne peut être mise en péril par l'hostilité de l'étranger ou la suspension des relations internationales; qui ne redoute ni blocus ni crise; qui peut, à la rigueur, se passer de commerce et se séquestrer chez elle.

La position précaire que l'Angleterre doit à l'exiguïté de son territoire et à la pauvreté relative de son sol, est considérablement aggravée par un régime de tenure des terres qui a pour effet de faire du peuple anglais, écossais, irlandais, un peuple de mendiants et de gueux. Les quatre cinquièmes du sol sont, depuis des siècles, en la possession d'une caste peu nombreuse, qui les détient, qui en garde une forte partie en parcs et en bois, et qui vit fastueusement aux dépens des millions de misérables qui cultivent le reste pour elle.

Le territoire de la Grande-Bretagne est encore aux mains des fils de ses premiers conquérants, des descendants des compagnons de Guillaume Ier pour l'Angleterre, et de Guillaume III pour l'Irlande. Lorsque déjà la terre ne produit pas assez pour ceux qui la cultivent, il faut qu'elle fournisse aux besoins d'une aristocratie luxueuse et de toute la population de valets et de fournisseurs qui gravite à l'entour. La population agricole de l'Angleterre est une population de fermiers tenanciers, presque de serfs. On n'y voit que des grands propriétaires.

Ce système est une véritable cause de ruine. Aux époques de mauvaises récoltes, comme l'époque actuelle, les malheureux occupants des terres seigneuriales, réduits à la misère, sont absolument incapables de payer la rente qu'ils doivent aux propriétaires. Ils confessent leur dénûment, et demandent grâce. Le nombre de ceux qui obtiennent remise est restreint; la plupart sont repoussés sans pitié. Il en résulte, dans le premier cas, que l'aristocratie, appauvrie par la diminution de ses revenus, ou mise dans une gêne relative, est hors d'état de venir en aide aux nécessités générales, comme aussi aux entreprises industrielles dont dépend toute la population ouvrière; et, dans l'autre, que la rotture rurale se soulève et déclare la guerre au système de la tenure. Ceci se voit plus spécialement en Irlande, où les *landlords*, de la noblesse terrienne créée par Guillaume d'Orange, sont plus exigeants et ont moins d'égards pour les malheureux de leurs vassaux. Un bon nombre d'entre eux, d'ailleurs, ne résident pas dans leurs domaines, comme les lords d'Angleterre, et laissent le soin de leurs biens à des intendants implacables, ou impuissants à faire grâce, et qui n'hésitent pas